

Communiqué de presse – 15 mai 2023

Europe et Climat : qu'est devenu le "en même temps" de notre président ?

Le président de la République a appelé jeudi à faire une pause dans la fabrique de directives européennes en matière de climat. En entreprise comme ailleurs, il ne faut pas attendre pour construire nos objectifs européens. Et nous avons "en même temps" un impérieux besoin de faire mieux à l'échelle nationale.

"Faire une pause", "pas de nouvelles normes", ces mots employés par le chef de l'Etat jeudi 11 mai lors de la présentation de la Loi industrie verte résonnent avec une certaine dissonance. Ce discours provoque de vives réactions car plus personne ne peut nier l'urgence, ni le besoin de réorienter le soutien financier aux entreprises pour atteindre ces objectifs ambitieux en Europe.

La même semaine :

- La communauté scientifique en est venue de manière inédite, à demander aux actionnaires de Total de ne pas voter la stratégie "climat" du groupe parce qu'elle met en péril le monde vivant ;
- Le Conseil d'Etat rappelle que le gouvernement doit faire mieux et surtout avoir plus d'ambition dans la transformation de nos politiques nationales ;
- 18 eurodéputés ont appelé à planifier une stratégie pour sortir du dogme de la croissance ;
- Le gouvernement nous présente un projet de loi industrie verte toujours soumis aux aléas des majorités parlementaires, comme nous pouvons l'anticiper dès demain à l'Assemblée.

Au CJD, tous nos dirigeants sont conscients du rôle qu'ils ont à jouer en matière de climat et agissent à leur échelle. Le défi est de taille : 70 % se disent stressés devant les transformations à accomplir, et nombreux sont ceux qui manquent encore de soutien financier. Le contexte n'y aide pas, comme le décrit Mélanie Tisserand Berger, présidente du CJD :

"Le soutien à la trésorerie et à l'investissement des TPE PME, qui constituent 92% du tissu économique français, manque toujours à l'appel, et nos propositions de fonds de soutien ne sont toujours pas retenues, alors qu'elles permettraient justement de transformer en profondeur notre économie par la transformation des modèles de nos TPE/PME. Cette aide est cruciale, indispensable.

Cela, alors que la plupart des grands groupes continuent de planifier des bénéfiques records, sans remettre en cause leurs projets les plus néfastes en matière environnementale. Les contreparties climatiques doivent être exigées dès maintenant de ces grands groupes et l'état doit jouer son rôle de régulateur, il en va de la survie de notre monde."

La réindustrialisation de la France doit se faire sans greenwashing et intégrer toute l'économie sociale et solidaire. Elle doit se faire en soutenant des indicateurs de performance globale des

entreprises qui cherchent à avoir le moins d'impact environnemental et à améliorer le bien-être des parties prenantes. Et surtout, elle doit s'aligner avec la réalité sociale du pays.

La 7ème puissance économique mondiale doit pouvoir se donner les moyens de passer à l'action tout en poursuivant l'effort au niveau européen. Cela doit se faire sans attendre, en prenant une nouvelle orientation politique en matière d'économie, de travail et d'équité sociale.

Nous ne pouvons pas demander aux générations nouvelles et au tissu économique d'attendre pour construire de nouvelles normes écologiques et sociales. Il faut poursuivre et renforcer les travaux autour du Green Deal européen *en même temps* qu'on les traduira dans les politiques nationales au mieux, pour soutenir toutes les entreprises qui veulent, réellement, s'y engager. Quitte à sanctionner celles qui font tout l'inverse.

Contact presse : Laurène Collard, 06 15 26 35 95 laurene.collard@cjd.net

A PROPOS DU CJD

Le CJD (Centre des Jeunes Dirigeants) est une association indépendante et apaisane qui, depuis 1938, rassemble des dirigeant·e·s de TPE PME partageant une vision commune de l'entreprise. Créé pour réhabiliter la fonction patronale, le CJD compte aujourd'hui plus de 5 750 chef·fe·s d'entreprise et cadres dirigeant·e·s en France qui se forment au métier de « dirigeant-entrepreneur ». Mouvement indépendant et en expérimentation constante, le CJD croit que la performance de l'entreprise ne doit pas être considérée sous son seul aspect économique, mais doit être abordée sous ses aspects sociaux, sociétaux et environnementaux.